




## Evaluation Rapide de Protection

	<b>Dernière mise à jour</b>	24/01/2020			
	<b>Dates de l'ERP</b>	21 au 24/01/2020			
	<b>Localités affectées</b>	Léli, Lamdamawol, Tiékalédji, Safo, Demniol, Guéssédannyé			
	<b>Populations affectées</b>	300 personnes déplacées soit 42 ménages.			
	<b>Déclencheur de l'ERP</b>	Suite aux attaques perpétrées le 05 janvier 2020 par des individus armés non identifiés dans la localité de Léli (Commune de Gorgadji), environ 300 personnes en provenance de Léli et des villages environnants (Lamdamaol, Tiékalédji, Safo, Demniol, Guéssédannyé) ont trouvé refuge dans la commune de Tougouri.			
	<b>Méthodologie</b>	03 méthodes ont été utilisées : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Observation</li> <li>• Entretiens avec des informateurs clés :4             <ul style="list-style-type: none"> <li>- 4 hommes</li> </ul> </li> <li>• Focus group (10-15 personnes) : 03             <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 groupes femmes</li> <li>- 1 groupe hommes</li> </ul> </li> </ul>			
	<b>Résumé des problèmes rapportés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Abris</li> <li>• Accès à l'eau</li> <li>• Santé</li> <li>• Vivres</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présence de cas de protection : personnes victimes de violations des droits Humains et personnes à besoins spécifiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de moyens financiers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents d'état civil (non accès au service d'état civil)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li> Zones d'origine des PDI</li> <li> Zones d'accueil des PDI</li> </ul>	<b>Résumé de la situation et recommandations</b>	Les langues majoritaires parlées dans la zone visitée sont le Mooré et le Fulfulde. <b>Recommandations :</b>			

	<b>au Cluster Protection</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistance alimentaire,</li> <li>• Assistance en abris,</li> <li>• AME,</li> <li>• Création d'AGR,</li> <li>• WaSH,</li> <li>• Kits de dignité,</li> <li>• Scolarisation,</li> <li>• Documentation civile,</li> <li>• Prise en charge psychosociale.</li> </ul>				
	<b>Sévérité de la situation</b>	1	2	3	4	5

Thème de Protection	Résultat	Commentaires	Recommandations (à lister par ordre prioritaire)
Sécurité et protection		<p>66,67% des communautés de Tougouri et Pilga interrogées au cours des entretiens avec les informateurs clefs et les groupes de discussion affirment que les FDS patrouillent dans la ville mais leur présence inquiète la population. Ils affirment aussi la présence des groupes armés non- identifiés dans la zone.</p> <p>33,33% des personnes interrogées issues des communautés de Sagouem soutiennent que les FDS ne sont pas présents dans leur localité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Communiquer avec la communauté pour davantage les rassurer sur les patrouilles des FDS.</li> </ul>
Mouvement de population		<p>Taouremba, Silmadji, Gorgadji, Arbinda, Gibga, Kemna, Dargoukou, Pendim (Fada) sont les villages d'où presque toutes les populations se sont déplacées suite à l'attaque des groupes armés non-identifiés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sécuriser les différentes localités afin de réduire la fréquence des différents incidents.</li> <li>- Apporter rapidement une assistance en NFI à ces populations dans le besoin afin d'éviter les mouvements vers les communautés d'origine pour récupérer les biens laissés sur place pendant la fuite.</li> </ul>
Cohésion sociale		<p>Plusieurs groupes cohabitent pacifiquement dans cette localité. Les PDI partagent les mêmes activités culturelles avec les communautés hôtes. « Nous partageons les différentes festivités comme les mariages, les baptêmes etc. ». 100% des personnes interrogées des deux communautés déclarent l'inexistence de tensions entre communautés. Les communautés hôtes disent être toujours prêtes à accueillir de nouveaux déplacés. Les enfants hôtes et déplacés jouent ensemble. Néanmoins, un petit nombre de personnes interrogées témoignent que concernant les activités économiques et les ressources</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les mécanismes sociaux (jeux de société, tontines améliorées, AGR etc.) favorisant le vivre ensemble et la cohésion sociale.</li> <li>- Organiser des séances de sensibilisation pour renforcer davantage la cohésion sociale.</li> </ul>

		disponibles, les PDI ne disposent pas des mêmes opportunités que les personnes hôtes. Aussi, la majorité des personnes interrogées (66,67%) déclarent que les PDI ont dû faire des concessions pour être accueillies par les communautés hôtes à savoir le respect des coutumes et normes de ces communautés d'accueil.	
<b>Protection de l'enfance</b>		Les problèmes récurrents de protection de l'enfant rencontrés au sein de ces communautés PDI sont entre autres la malnutrition, la déscolarisation, l'insuffisance de nourriture, le manque de vêtements en général et spécifiquement le mariage d'enfant, les grossesses précoces et indésirées et la gestion hygiénique des menstrues (absence de kits d'hygiène menstruelle). Il est à noter également la présence d'enfants séparés et d'enfants chefs de ménage. Il existe aussi des endroits et lieux sacrés qui sont interdits aux enfants parce que dangereux selon 66,67% des personnes interrogées. Selon 33,33%, ce sont les voies bitumées qui manquent de ralentisseur et où le risque d'accident est élevé et aussi les endroits comme les lieux sacrés, les cours d'eau et les cimetières qui sont des lieux de « malédiction » où on peut contracter des maladies et courir le risque de noyade pour les enfants. La présence d'enfant de moins de 18 ans qui travaillent a été aussi signalée par 66,67% des personnes interrogées notamment des activités d'orpillage traditionnel selon 33,33% des personnes interrogées., Ces activités affectent leur accès à l'école mais aussi leur santé et développement physique et psychique. Aucun enfant associé aux groupes et forces armées n'a été remonté.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer des espaces amis-d 'enfants pour faciliter l'éveil et l'épanouissement des enfants.</li> <li>- Mettre en place un projet de protection de l'enfant.</li> <li>- Sensibiliser sur les droits et la protection de l'enfant.</li> <li>- Sensibiliser sur la gestion hygiénique des menstrues.</li> <li>- Accentuer le monitoring pour identifier les cas de protection de l'enfant.</li> </ul>
<b>Violences basées sur le genre</b>		100% des personnes interrogées soutiennent que les femmes et les filles n'ont pas vécu de violence quelconque au cours de la dernière crise (environ les 3 derniers mois), qu'elles ne connaissent actuellement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser la communauté sur les types de VBG et leurs conséquences pour les inciter à identifier, à dénoncer et à référer les cas.</li> <li>- Former à l'avance les agents de santé sur la prise</li> </ul>

		<p>aucun problème particulier lié à la sécurité et qu'il n'existe pas d'endroit où elles évitent de se rendre parce que qu'elle ne se sentent pas en sécurité. Néanmoins, les femmes savent où elles peuvent trouver de l'aide et des services si elles ont un problème de sécurité. Selon elles quand une femme signale un problème au sein de sa communauté, les leaders de cette communauté se saisissent du problème pour informer les autorités locales qui vont se charger de le résoudre. Cependant la totalité des interviewés disent ne pas connaître les résolutions et actions que les autorités entreprennent dans la gestion de ces situations.</p>	<p>en charge des cas de VSBG.</p>
<p><b>Personnes à besoins spécifiques</b></p>		<p>100% des personnes interrogées déclarent la présence de personnes en situation de handicap, des personnes sans-abris et des personnes âgées. 50% déclarent qu'il y a des personnes âgées sans soutien et des enfants chefs de ménage. 25% déclarent la présence de familles monoparentales. Ces personnes à besoins spécifiques ont des besoins en assistance en lien avec du matériel pour faciliter leur déplacement ainsi qu'une assistance holistique adaptée.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutien en abris, vivres, soins, éducation, fauteuils roulants et béquilles.</li> <li>- Prise en charge psychosociale.</li> <li>- Faciliter l'accès des PBS aux différentes activités.</li> </ul>
<p><b>Ressenti psychologique</b></p>		<p>Plusieurs personnes manifestent des signes de stress comme l'inquiétude, l'amaigrissement, l'isolement, le manque d'appétit selon l'avis des personnes interrogées lors des entretiens individuels. Particulièrement pour le cas des enfants, 25% des enquêtés affirment que ces derniers manifestent des signes de stress accru qui les empêchent de s'épanouir. Par ailleurs, l'observation directe a permis de constater des PDI anxieux et angoissés. Il existe des espaces répondant à un minimum de normes pour la prise en charge psychosociale de ces cas dans cette localité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la capacité des relais communautaires et des agents de santé sur les premiers secours psychologiques.</li> <li>- Organiser la prise en charge psychosociale des déplacées, avec un focus sur les enfants et les femmes.</li> </ul>
<p><b>Accès aux services de base</b></p>		<p>L'école est le seul service dont l'accès physique est le plus facile aux déplacés. Néanmoins, ils rencontrent</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès aux soins sanitaires pour les PDI.</li> </ul>

	<p>des difficultés liées à la perte des documents, au manque de moyens pour accéder effectivement à la scolarisation. Quant aux autres services (santé, eaux, Etat civil), leur accès s'avère difficile du fait d'une part de la grande distance entre ces sites et ces services et d'autre part du manque de moyens financiers pour bénéficier des soins en cas de maladie notamment. Par ailleurs, les PDI n'ont pas accès à la documentation sauf pour leurs enfants qui sont nés dans la commune de Tougouri. Il est ressorti des entretiens et groupes de discussion que les femmes accouchent à domicile ou en cours de chemin à cause de la distance qui sépare le village du centre de santé et par manque d'ambulance. Les personnes âgées et/ou en situation d'handicap ont difficilement accès aux services de base à cause de leurs situations aussi et de la non-adaptation des services à leurs conditions.</p>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Construire de nouveaux forages ou réhabiliter des forages en panne.</li><li>- Plaider auprès des autorités pour qu'elles rendent accessible la documentation pour les PDI</li></ul>
--	---	---